



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

# Association Laïque du Prado

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Laïque du Prado

143 cours Gambetta - BP 89 - 33402 TALENCE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
11 rue Archimède  
Domaine de Pelus  
33700 Mérignac

## **Association Laïque du Prado**

143 cours Gambetta - BP 89 - 33402 TALENCE CEDEX

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée générale de l'Association Laïque du Prado,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Laïque du Prado relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 5 juin 2024

KPMG SA

Alexandra LESAGE

Associée

**Association Laïque du Prado**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2023

## ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de recherches et de développement	13 682	9 977	3 705	5 298
Autres	173 370	68 020	105 349	111 757
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	2 306 189		2 306 189	2 306 189
Constructions	58 718 069	28 625 382	30 092 687	29 855 100
Installations techniques, matériel et outillage industrie	5 640 161	5 021 536	618 625	571 340
Autres	17 314 522	12 715 442	4 599 080	4 714 011
Immobilisations corporelles en cours	1 545 435		1 545 435	1 798 075
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	381		381	381
Autres titres immobilisés	19 809		19 809	19 275
Prêts	1 217		1 217	1 217
Autres	704 141		704 141	648 457
<b>ACTIF IMMOBILISE - TOTAL (I)</b>	<b>86 436 976</b>	<b>46 440 357</b>	<b>39 996 620</b>	<b>40 031 101</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Matières premières et fournitures				
Stocks et en-cours	463 849	398	463 451	449 022
Avances et acomptes sur commandes	12 705		12 705	40 667
<b>Créances</b>				
Créances clients et comptes rattachés	16 221 163	114 687	16 106 476	13 767 569
Autres	2 515 395		2 515 395	2 713 644
Valeurs mobilières de placement	153		153	153
Disponibilités	7 792 201		7 792 201	9 338 450
Charges constatées d'avance	18 876		18 876	134 064
<b>ACTIF CIRCULANT - TOTAL (II)</b>	<b>27 024 341</b>	<b>115 086</b>	<b>26 909 255</b>	<b>26 443 568</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>113 461 317</b>	<b>46 555 442</b>	<b>66 905 875</b>	<b>66 474 670</b>

## ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	687 358	687 358
Fonds propres complémentaires	30 744	30 744
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	12 006 419	11 548 575
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	11 025 102	10 556 385
Autres réserves		
Report à nouveau	(5 571 030)	(4 169 998)
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	(6 623 114)	(5 914 063)
Excédent ou déficit de l'exercice	715 469	(943 188)
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	606 854	(522 899)
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>7 868 960</b>	<b>7 153 492</b>
Subventions d'investissement	3 240 268	2 895 096
Provisions réglementées	3 468 833	3 513 397
<b>FONDS PROPRES - Total I</b>	<b>14 578 061</b>	<b>13 561 984</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	1 524 696	1 112 356
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>	<b>1 524 696</b>	<b>1 112 356</b>
<b>PROVISION</b>		
Provisions pour risques	403 317	372 887
Provisions pour charges	3 812 923	3 712 199
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>4 216 241</b>	<b>4 085 086</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	28 317 854	32 440 335
Emprunts et dettes financières divers	179 095	168 877
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 262 935	434 873
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 621 095	1 896 969
Dettes fiscales et sociales	11 379 795	10 268 546
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	279 060	276 026
Autres dettes	1 556 607	1 541 230
Produits constatés d'avance	990 436	688 386
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>46 586 877</b>	<b>47 715 243</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>66 905 875</b>	<b>66 474 670</b>

# ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO

## COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

LIBELLE	Exercice N	Exercice N-1
	01/2023 - 12/2023	01/2022 - 12/2022
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	320	210
Ventes de biens et services	2 333 333	2 126 953
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	92 009 110	84 357 017
Ressources liées à la générosité du public	22 713	11 426
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	712 495	873 060
Utilisations des fonds dédiés	137 928	317 980
Autres produits	249 111	157 257
<b>TOTAL (I)</b>	<b>95 465 011</b>	<b>87 843 904</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Autres achats et charges externes	23 638 741	22 874 321
Impôts, taxes et versements assimilés	5 386 156	4 868 385
Salaires et traitements	43 741 022	40 644 883
Charges Sociales	16 237 420	14 987 587
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 113 674	3 948 081
Dotations aux provisions	667 504	701 881
Reports en fonds dédiés	540 711	233 271
Autres charges	379 893	339 919
<b>TOTAL (II)</b>	<b>94 705 120</b>	<b>88 598 330</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>759 891</b>	<b>(754 426)</b>
<b>Produits financiers</b>		
Valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus, autres	19 779	13 507
<b>TOTAL (III)</b>	<b>19 779</b>	<b>13 507</b>
<b>Charges financières</b>		
Intérêts et charges assimilées	595 806	447 766
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>595 806</b>	<b>447 766</b>
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>(576 027)</b>	<b>(434 259)</b>
<b>3.RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>	<b>183 863</b>	<b>(1 188 685)</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	399 546	88 971
Sur opérations en capital	223 882	262 048
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	110 639	110 232
<b>TOTAL (V)</b>	<b>734 068</b>	<b>461 251</b>
<b>Charges exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	92 789	24 139
Sur opérations en capital	38 851	62 395
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	66 075	126 392
<b>TOTAL (VI)</b>	<b>197 715</b>	<b>212 926</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNELS (V-VI)</b>	<b>536 352</b>	<b>248 325</b>
<b>Impôts sur les sociétés (VI)</b>	<b>4 747</b>	<b>2 828</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>	<b>96 218 857</b>	<b>88 318 661</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>95 503 388</b>	<b>89 261 849</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>715 469</b>	<b>(943 188)</b>
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>606 854</i>	<i>(522 899)</i>

## A - OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour but de créer, acquérir, louer et gérer des établissements et services d'éducation, de rééducation, de santé et de soutien aux personnes et aux familles dans la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

L'association assure la gestion d'établissements répartis en 2 pôles : le pôle Protection de l'enfance, le pôle Médico-social et Citoyenneté, dont la composition est présentée au niveau du tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif.

Les établissements sont majoritairement des MECS, ITEP, SESSAD, EHPAD, IME, IMP, IES, AEMO, PPS, FO, FAM, CHRS, ainsi qu'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, le SAMU Social et un pôle logement.

L'activité de ses établissements est répartie sur les départements de la Gironde, de la Charente-Maritime (EHPAD) et des Landes.

Les financements sont principalement des concours publics et des subventions provenant des Conseils Départementaux de la Gironde, de la Charente-Maritime et des Landes, de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et de la DDETS.

## B - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 1) Éléments principaux de l'exercice :

- Remboursement en Avril 2023 du Prêt Garanti par l'Etat (PGE) de 4 000 k€ souscrit en Avril 2022 ;
- Obtention de crédits non reconductibles de 750 k€ destinés aux EHPADS pour le soutien d'établissements médico-sociaux en difficulté ;
- Ouverture de la 5ème unité à l'EHPAD du Moulin du Val du Bruant avec 16 places supplémentaires en Mars 2023 ;
- Extension de 21 places au SAAS à compter d'Avril 2023 ;
- Extension de 16 places au 1er septembre 2023 sur le service MNA de LISA.

Il est à noter les investissements suivants pour l'exercice 2023 :

- La mise en service d'un nouveau bâtiment au Home Philippe Madrelle à Mazères pour un montant de 1 489 k€ (y compris 210 k€ de terrain), dont 1 197 k€ étaient déjà engagés au 31 décembre 2022 ;
- La poursuite des travaux de réaménagement de l'EHPAD de la Mirambelle pour 304 k€ ;
- Les autres investissements correspondent à des renouvellements de véhicules (849 k€), de matériel de bureau et informatique (274 k€), du mobilier (146 k€) et de matériel (216 k€) ;

Des investissements importants sont en cours (1 545 k€) mais n'ont pas été mis en service sur l'exercice 2023 :

- La construction de la pension de famille de Villenave d'Ornon et des nouveaux bureaux du CSE est en cours. Les dépenses engagées au 31 décembre 2023 s'élèvent à 1 371 k€, dont 833 k€ réalisés au cours de l'année 2023. La livraison est prévue en Avril 2024 ;
- Le changement de logiciel de paie pour 87 k€, opérationnel en Janvier 2024 ;
- Les frais d'honoraires de 62 k€ sur le projet de réhabilitation d'un bâtiment pour l'ouverture d'un second restaurant du SEPAJ.

### 2) Principes, règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions suivantes :

- Code de commerce ;
- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### 1) BILAN ACTIF

#### Note N° 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Immobilisations incorporelles en k€	Solde au 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Sorties 2023	Solde au 31 décembre 2023
Frais de recherche et de développement	14			14
Autres immobilisations incorporelles	165	8		173
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>179</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>187</b>

Immobilisations corporelles en k€	Solde au 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Sorties 2023	Solde au 31 décembre 2023
Terrains	2 306			2 306
Constructions	56 223	2 495		58 718
Installations, matériel et outillage techniques	5 360	280		5 640
Autres immobilisations corporelles	16 211	1 441	338	17 315
Immobilisations corporelles en cours	1 798	998	1 251	1 545
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>81 899</b>	<b>5 214</b>	<b>1 589</b>	<b>85 524</b>



Immobilisations financières en k€	Solde au 31 décembre 2022	Acquisitions 2023	Sorties 2023	Solde au 31 décembre 2023
Participations	0			0
Autres titres immobilisés	19	1		20
Prêts	1			1
Autres immobilisations financières	648	56		704
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>669</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>726</b>

#### Note N° 2 : AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS EN K€

Les modes et durées d'amortissements sont les suivants :

TYPE	MODE	DUREE
Constructions	Linéaire	15 à 50 ans
Matériel et Outillage	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	6 ans
Matériel et Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Installations générales	Linéaire	10 à 20 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles en k€	Solde au 31 décembre 2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Solde au 31 décembre 2023
Frais de recherche et de développement	8	2		10
Autres immobilisations incorporelles	54	14		68
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. i</b>	<b>62</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>78</b>

Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles en k€	Solde au 31 décembre 2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Solde au 31 décembre 2023
Terrains				
Constructions sur sol propre	25 671	2 200		27 871
Constructions sur sol d'autrui	697	57		754
Installations, matériel et outillage techniques	4 789	232	336	4 686
Autres immobilisations corporelles	11 497	1 554	1	13 051
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob.</b>	<b>42 655</b>	<b>4 044</b>	<b>336</b>	<b>46 362</b>

#### Note N° 4 : ACTIF CIRCULANT - CLASSEMENT PAR ECHEANCE

Toutes les créances sont a moins d'un an.

Créances en k€	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Créances de l'actif circulant	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés (*)	16 221	16 221	-
Autres	2 515	2 515	-
Charges constatées d'avance	19	19	-
<b>TOTAL</b>	<b>18 755</b>	<b>18 755</b>	<b>-</b>

(\*) pour l'AIVS : Le montant de la dette aux bailleurs de l'AIVS est de 206 k€.

Le montant de la créance des locataires de l'AIVS est de 49 k€.

Le montant de la trésorerie d'équilibre de l'AIVS est négative de 62 k€.

## 2) BILAN PASSIF

### Note N° 1 : FONDS PROPRES

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

**Tableau de variation des fonds propres**

Fonds propres	Montant net 31/12/2022	Affectation de résultat	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
Fonds associatifs sans droit de reprise	0				0
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres statutaires	687				687
Fonds propres complémentaires	31				31
Réserves	0				0
Autres réserves	11 549	458	0	0	12 006
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>10 556</i>	<i>469</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>11 025</i>
Report à nouveau	-4 170	-1 401	0	0	-5 571
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-5 914</i>	<i>-992</i>	<i>283</i>	<i>0</i>	<i>-6 623</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-943	943	715	0	715
<i>Dont Excédent ou déficit à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-523</i>	<i>523</i>	<i>607</i>	<i>0</i>	<i>607</i>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>7 153</b>	<b>0</b>	<b>715</b>	<b>0</b>	<b>7 869</b>
Subventions d'investissement	2 895		500	-155	3 240
Provisions réglementées	3 513		66	-111	3 469
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>13 562</b>	<b>0</b>	<b>1 281</b>	<b>-265</b>	<b>14 578</b>

### Fonds propres sans droit de reprise et réserves

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Les autres réserves comprennent principalement les réserves allouées par les financeurs (d'investissement, de trésorerie ou de compensation) et les mises en réserve de résultat propre à l'association.

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2022	Affectation de résultat	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
Fonds statutaires	687				687
Apports sans droit de reprise	31				31
Legs et donations	0				0
Subvention d'investissement non renouvelables	0				0
<b>TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>718</b>
Réserves affectées à l'investissement	5 501	427			5 928
Réserves de trésorerie	1 294				1 294
Réserves de compensation des déficits d'exploitation	3 054	-17			3 037
Réserves de compensation des charges d'amortissement	707	59			766
Autres réserves	992	-11			981
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>11 549</b>	<b>458</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 006</b>

## Note N°2 : FONDS DEDIES

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Fonds dédiés issues de en k€	Montant net 31/12/2022	Reports	Utilisation (1)	Montant net 31/12/2023	Dont fonds dédiés pour des projets sans dépenses au cours des 2 dernières années
<b>192 - contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS</b>					
<b>1921 - Investissement</b>	<b>220</b>	<b>184</b>	<b>51</b>	<b>352</b>	
Investissements PPS	112	11	40	83	
Investissements Passerelle	48	11	11	48	
Investissements LISA	60			60	
Investissements Océane - Val de bruant		161		161	
<b>1922 - Exploitation</b>	<b>433</b>	<b>328</b>	<b>34</b>	<b>727</b>	
ARS - Prises en charge spécifiques et stagiaires ARS	68			68	
ARS - QVT	165	10		175	
CD33 - Prévention	9	5	4	9	
LISA - Autres	136	190		326	
ASAP		36	2	34	
EHPAD CNR (Télémédecine, QVT, Resante-vous)	55	88	28	115	
<b>194 - Subventions d'exploitations</b>					
<b>1941 - Investissement Modil-Logement Foyer</b>	<b>39</b>			<b>39</b>	
<b>1942 - Exploitation</b>	<b>112</b>	<b>22</b>	<b>38</b>	<b>95</b>	
EHPAD - Autres	18	9	10	17	
LISA - Grand Froid	10			10	
PENSIONS FAMILLES - Projets	32			32	
AUTRES	51	13	28	35	
<b>195 - Contributions financières d'autres organismes</b>					
<b>1951 - Investissement</b>	<b>296</b>		<b>10</b>	<b>286</b>	
MODIL - Investissement Maison Relais Langon	8		1	6	
LISA - Investissements	288		9	280	
<b>1952 - Exploitation</b>					
<b>196 - Ressources liées à la générosité du public</b>					
<b>1961 - Investissement</b>					
<b>1962 - Exploitation</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>20</b>	
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>1 122</b>	<b>535</b>	<b>138</b>	<b>1 519</b>	<b>0</b>

(1) Aucun remboursement de fonds dédiés n'a été constaté sur l'exercice.

## Note N° 3 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES EN K€ :

Provisions pour risques et charges en k€	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
Provision pour risques	373	112	-82	403
Dépôts à la retraite	1 169	322	-141	1 350
Provision Compte Epargne Temps	2 405	219	-299	2 325
Fonds dédiés à la R.T.T.	117			117
Provision effet conventionnel	6			6
Autres provisions pour charges	14			14
<b>TOTAL</b>	<b>4 085</b>	<b>653</b>	<b>-522</b>	<b>4 216</b>

Les provisions pour risques correspondent à des litiges prud'homaux concernant 11 salariés pour un montant de 403 k€.

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes selon la méthode simplifiée suivante historiquement appliquée par l'association :

Conventionnellement, tout salarié a droit à une indemnité de départ à la retraite équivalent à :

- 1 mois de rémunération pour une ancienneté comprise entre 10 et 15 ans,
- 3 mois de rémunération pour une ancienneté comprise entre 15 et 25 ans,
- 6 mois de rémunération pour une ancienneté supérieure à 25 années d'ancienneté.

La méthode de calcul des provisions de départ à la retraite se constitue par cinquième durant les cinq années précédant le départ :

- un cinquième provisionné pour un départ à N+5,
- deux cinquièmes provisionné pour un départ à N+4,
- trois cinquièmes provisionné pour un départ à N+3,
- quatre cinquièmes provisionné pour un départ à N+2,
- cinq cinquièmes provisionné pour un départ à N+1.

	Provisionné	Non provisionné	Total
Engagements retraite	1 350	1 848	3 198

L'engagement global des indemnités de départ en retraite a été évalué selon les hypothèses économiques suivantes :

Taux d'actualisation : 3,17 %  
Taux de turnover : 9,5 % et 0 % au-delà de 55 ans  
Taux d'évolution des salaires : 1,5 %  
Taux de charges sociales : 50 %  
Age de départ à la retraite : 64 ans

**Note N° 4 : DETTES FINANCIERES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE**

RUBRIQUE	31/12/2022	Souscriptions	Remboursements	31/12/2023
Emprunts (hors PGE) en k€	24 809	2 527	-1 312	26 023
PGE en k€	7 631		-5 336	2 295
<b>Total emprunts en k€</b>	<b>32 440</b>	<b>2 527</b>	<b>-6 649</b>	<b>28 318</b>

Les principaux emprunts souscrits sur l'exercice 2023 regroupent :

- la poursuite du déblocage partiel de l'emprunt pour les investissements des EHPAD de 647 k€ principalement pour la Mirabelle ;
- les emprunts pour la construction de la pension de famille de Villenave d'Ornon de 1 269 k€ ;
- la fin du déblocage des emprunts pour la construction du SAS au Home Philippe Madrelle pour 610 k€ ;

RUBRIQUE	31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	31/12/2023
Dépôts et cautionnements bancaires reçus k€	169	17	-7	179

**Note N° 5 : AUTRES DETTES - CLASSEMENT PAR ECHEANCE**

Toutes les dettes ont une d'exigibilité à une échéance à moins d'un an.

Dettes(b) en K €	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	à plus 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 621	1 621		
Dettes fiscales et sociales	11 380	11 380		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	279	279		
Autres dettes	1 557	1 557		
Avance et acompte reçu sur commande	2 263	2 263		
Produits constatés d'avance	990	990		
<b>TOTAL</b>	<b>18 090</b>	<b>18 090</b>	-	-

**D- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**

**Note N° 1 : PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

**Tableau des subventions**

Nom du service	2023	2022
AUTRES ETS	5	7
DMARR - MISE A L'ABRI	31	28
<b>Total Pôle Protection de l'enfance</b>	<b>36</b>	<b>35</b>
FRANCE VICTIMES ALP	347	324
REPARATION-MEDIATION	100	101
SAMU SOCIAL	2 323	2 011
Accueil de Jour itinérant	167	157
SMJPM ASAP	10	
CJSE - ENQUETES PENALES	28	28
MODIL - CLLAJ	2 433	2 082
ALICE	52	40
AIVS	298	313
CHRS	110	103
LISA	1 732	2 313
EHPAD	17	14
CPOM ARS 33	34	17
<b>Total Pôle Médico-Social Citoyenneté</b>	<b>7 651</b>	<b>7 503</b>
<b>TOTAL ALP</b>	<b>7 687</b>	<b>7 538</b>

Tableau des concours publics

Nature des concours publics	ARS	DDETS	Département	Autres	TOTAL
<b>Concours publics</b>					
CPOM - ARS Gironde	8 424				8 424
Château Sauvage	591		2 540		3 132
CPOM - EHPAD	4 666		1 553	4 328	10 548
CHRS		201			201
ASAP		2 567	8	393	2 968
Réparation				561	561
DPEF			52 902		52 902
Prévention spécialisée			2 165		2 165
LISA	55	932	1 380	79	2 445
CJSE				977	977
<b>TOTAL</b>	<b>13 736</b>	<b>3 700</b>	<b>60 547</b>	<b>6 340</b>	<b>84 323</b>

## Note N° 2 : VENTILATION DE L'EFFECTIF

Personnel salarié	31/12/2023	31/12/2022
Personnel administratif	183	167
Personnel éducatif	719	658
Personnel paramédical et médical	158	150
Service généraux	207	230
Assistants familiaux	38	36
Instituteurs	11	8
	<b>1316</b>	<b>1249</b>

## Note N° 3 : CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;

Les locaux suivants sont mis à disposition gratuitement :

Site / Bien	Etablissement	Entité
Foyer du Gardera - 70 route de Langoiran - 33550 Langoiran	Gardera	Conseil Départemental Gironde
Home Philippe Madrelle - lieu dit Lagrue Est - 33210 Mazères	Home Philippe Madrelle	Conseil Départemental Gironde
Maison 3 rue de Guyenne - 33160 Saint Médard en Jalles	Camina Médoc	Conseil Départemental Gironde
Bureau maison des associations 47 boulevard de Quinault - 33500 Libourne	CJSE	Commune de Libourne
Bureau (1 jour par semaine) 16 Place du Général de Gaulle - 33720 Cérons	CJSE	Commune de Cérons
Bureau (1 jour par semaine) 44 rue Dantagnan - 33240 Saint-André de Cubzac	CJSE	Communauté de Communes du Grand Cubzaguais
Locaux 41 rue Deyries - 33000 Bordeaux	MODIL	Commune de Bordeaux
Locaux 45 allée Serr - 33000 Bordeaux	MODIL	Bordeaux Métropole
Maisons Ambarès - 54 rue Paulin De La Nole - 33440 Ambarès	La Verdière	Association pour la Réadaptation et l'Intégration

## E - AUTRES INFORMATIONS

### Note N° 1 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### Engagements donnés

Par bail emphytéotique du 17 Avril 2001, la commune de Bègles a loué à l'Association Laïque du Prado, un terrain pour un loyer annuel de 1 500 € pour une durée de 50 ans à charge pour l'association de remettre à la commune de Bègles les constructions qui auront été édifiées à l'issue du bail.

Crédit Coopératif HCNR de 200 000 € (restant dû 147 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (585 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (2 812 k€)

Caution Crédit Coopératif du Département de la Gironde à 100% sur l'agrandissement du Foyer Château Sauvage (2 035 k€)

HCNR pour un montant de 875 K€ et privilège du prêteur de deniers pour 200 k€ sur emprunt CEAPC de l'achat du terrain et de la construction d'un nouveau service du Home Philippe Madrelle à Mazères (1 060 K€).

Privilège du prêteur de deniers pour 175 k€ sur emprunt CEAPC de LISA

Promesse d'affectation hypothécaire pour un montant de 136 k€ sur emprunt CEAPC de CAMINA La Réole

Privilège du prêteur de deniers pour 580 k€ sur emprunt CEAPC de CAMINA Eysines

Privilège du prêteur de deniers pour 282 k€ sur emprunt CEAPC de CAMINA Langon

Promesse d'affectation hypothécaire pour un montant de 1€ sur emprunt CEAPC de Foyer Labarthe

Caution Personnel Morale de République Française pour un montant de 957 k€ sur emprunt PGE de CEAPC

Caution Personnel Morale de République Française pour un montant de 1 108 k€ sur emprunt PGE de CEAPC

Caution de CEGC pour emprunt CEAPC pour 808 259 € sur emprunt 3 EHPAD (phase de préfinancement)

Promesse d'hypothèque Crédit Mutuel sur travaux LISA (3 k€)

Promesse d'hypothèque Crédit Mutuel sur travaux LISA (23 k€)

Nantissement de compte bancaire rémunéré pour emprunt Crédit Mutuel sur travaux LISA (23 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur achat bâtiment AIVS / RSA (527 k€)

Hypothèque Société Générale sur emprunt AEMO Portets (103 k€)

Hypothèque Société Générale sur emprunt Annexe Philippe Barbe (107 k€)

Hypothèque Société Générale sur terrain LISA (133 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur restructuration MECS ST Joseph (281 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur achat IMP Tujean (220 k€)

Subrogation de privilège de vendeur de bien immobilier Société Générale sur immeuble Rue Leyronneire (548 k€)

Promesse d'hypothèque Société Générale sur emprunt MECS Robert Pouget (533 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Camina Langon (95 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Atelier Pédagogique (151 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Camina Ludon (409 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Asap Libourne (105 k€)

Hypothèque Société Générale sur immeuble Siège (1 184 k€)

Caution Société Générale du Département de la Charente- Maritime à 100% sur l'agrandissement de l' EHPAD La Mirambelle (726 k€)

Hypothèque Banque Postale sur bureaux CSE Villenave d'Ornon (340 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur Maison Relais de Langon (385 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur Maison Relais de Braud (917 k€)

Caution Banque des Territoires du Département de la Gironde sur RHVS (1 062 k€ et 2 516 k€)

Caution Banque des Territoires de Bordeaux Métropole sur SAMU Social (308 k€ et 715 k€)

Caution Banque des Territoires de Bordeaux Métropole sur Pension de famille de Villenave d'Ornon (33 k€ et 810 k€)

Caution Banque des Territoires de commune Saint Pierre du Mont (50%), CGLLS (50 %) et hypothèque sur LISA Pommies (232 k€)

Caution Banque des Territoires de commune Mont de Marsan (50%), CGLLS (50 %) et hypothèque sur LISA Resistance (389 k€)

#### Engagements reçus

Au titre de notre activité de gestion immobilière (AIVS), la Compagnie Européenne de garanties et cotisations a délivré à l'ALP une attestation de garantie de 380 000 € en 2023.

### Note N° 2 : Honoraires de commissariat aux comptes

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes, versés au cours de l'année 2022, s'élève à 50 k€ TTC.

### Note N° 3 : Rémunération des dirigeants :

Au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, les 3 plus hauts cadres dirigeants étant des bénévoles (Président, Vice-Président et Trésorier) le montant de leurs rémunérations s'élèvent à 0€.

### Note N° 4 : Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

L'association n'a pas réalisé d'opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales autres que celles mentionnées dans les faits majeurs de l'exercice.

### Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Le « Report à nouveau sous contrôle de tiers financeur » est constitué des résultats réalisés sur des établissements qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants.

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2022	Affectation de résultat	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
Report à nouveau					
Report à nouveau en gestion propre	1 744	-692			1 052
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-5 914	-709	0	0	-6 623
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	763	27			789
Amortissements comptables excédentaires	-1 094	-119			-1 213
Dépenses pour congés payés	-4 088	-66			-4 154
Dépenses pour CET	-825	-298			-1 123
Dépenses pour IDR	-280	-27			-306
Autres rejets	-390	-226			-616
<b>TOTAL REPORTS A NOUVEAU</b>	<b>-4 170</b>	<b>-1 401</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-5 571</b>

### SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

Fonds propres sans droit de reprise	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (c/131)	5 612	500	-762	5 349
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (c/139)	-2 717	-155	762	-2 109
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 895</b>	<b>345</b>	<b>0</b>	<b>3 240</b>

ETABLISSEMENTS	DATES	BIENS SUBVENTIONS	MONTANT BRUT	AMORTIS.	MONTANT NET
MIRAMBELLE	2009	Construction	700	Linéaire 25 ans	393
MOULIN DU VAL DU BRUANT	2023	Matériel	17	Linéaire	15
RAYMOND BLOY			1 471		605
E.S.P.A.A.S	1999 et 2000	Construction	213	Linéaire sur 10 et 20	14
MAISON RELAIS LANGON	2009	Construction	423		107
MAISON RELAIS BRAUD ET ST LOUIS	2011	Construction	162		62
MAISON RELAIS VILLENAVE D'ORNON	2023	Construction	483		483
LISA		Matériel	672		411
RHVS	2021	Construction	801	Linéaire	767
SAMU	2021	Construction	407	Linéaire	384
<b>TOTAL</b>			<b>5 349</b>		<b>3 240</b>

### PROVISIONS REGLEMENTEES

Provisions réglementées en k€	Montant net 31/12/2022	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Montant net 31/12/2023
141 - Destinées à la couverture du BFR	57			57
145 - Amortissements dérogatoires	1 138	46	111	1 074
148 - Autres provisions réglementées	2 318	20		2 337
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>3 513</b>	<b>66</b>	<b>111</b>	<b>3 469</b>

ANNEE 2023

TABLEAU DE PASSAGE DU BILAN AU COMPTE ADMINISTRATIF PROPOSÉ

N°	Nom du service	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE RESULTATS	AMORTISSEMENT DEROGATOIRE	PROVISIONS CONGES PAYES	TRANSFERT DE CHARGES	REPRISE SUR RESERVES	REPRISE PROVISION DEPART RETRAITE	REPRISE PROVISION COMPTE EPARGNE TEMPS	REPRISE PROVISION LITIGES	REPRISE SUBVENTION INVESTISSEMENT		COMPTE ADMINISTRATIF
12	VERDIERE	-253 483 €	-101 804 €		4 310 €		32 500 €						-318 477 €
13	RSA	43 812 €	0 €	-7 610 €	22 255 €								58 457 €
14	AEMO	-197 159 €	120 000 €	-1 067 €	62 062 €				-3 540 €				-19 704 €
16	SIEGE	77 238 €	-78 465 €		578 €			-38 272 €	-46 874 €				-85 795 €
17	MECS ROBERT POUGET	-46 490 €	203 378 €	-20 049 €	27 905 €			-29 700 €	-84 615 €				50 429 €
18	FOYER LABARTHE	-2 430 €	67 893 €		16 483 €								81 947 €
19	SEIS	-206 636 €	-10 811 €		13 586 €			-3 659 €					-207 520 €
23	PPS	132 710 €	-36 985 €		30 024 €					-15 000 €			110 748 €
27	SEPAJ	60 628 €	0 €		-25 544 €		25 000 €						60 084 €
41	SEPAJ LES RESTAURANTS	-18 140 €											-18 140 €
32	SAAS	-35 155 €	-61 045 €		52 717 €								-43 483 €
33	JEUNES PARENTS	3 626 €	58 429 €		-13 946 €								48 109 €
35	HOME PHILIPPE MADRELLE	225 357 €	-120 031 €		-22 231 €								83 095 €
36	PASSEREL	1 416 €	38 580 €		5 496 €								45 492 €
38	M.E. ST JOSEPH	44 637 €	192 371 €		75 245 €			-14 941 €		-30 000 €			267 313 €
47	GARDERA	-137 528 €	-192 466 €		43 298 €			-36 942 €					-323 639 €
26	DMARR - MISE A L'ABRI	-220 273 €	-187 397 €		-4 193 €			-31 505 €	-3 884 €				-447 251 €
31	CAMINA	861 719 €	0 €		137 399 €			-352 €					998 765 €
00	ASSOCIATION	79 176 €											79 176 €
<b>Total Pôle Protection de l'enfance</b>		<b>413 024 €</b>	<b>-108 353 €</b>	<b>-28 727 €</b>	<b>425 444 €</b>	<b>0 €</b>	<b>57 500 €</b>	<b>-155 371 €</b>	<b>-138 912 €</b>	<b>-45 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>419 605 €</b>
05	MIRAMBELLE	5 436 €		30 387 €									35 823 €
06	OCEANE	34 088 €											34 088 €
08	MOULIN VAL BRUANT	287 177 €			-26 288 €								260 889 €
10	R. BLOY	-559 192 €	669 172 €				38 745 €				-49 378 €		99 347 €
11	JOUALLES	-182 844 €	114 573 €				55 205 €						-13 066 €
22	LA MARELLE	505 257 €	-541 133 €				35 561 €						-315 €
24	CHATEAU TUJEAN	238 379 €	2 410 €				11 654 €		-73 929 €				178 513 €
42	ROAILLAN	-136 041 €	118 556 €										-17 485 €
44	CHATEAU SAUVAGE	-74 616 €		70 792 €	62 193 €		12 171 €		-1 099 €				69 440 €
15	CMP	3 554 €				-5 237 €		1 683 €					0 €
20	FRANCE VICTIMES ALP	-21 085 €											-21 085 €
21	REPARATION-MEDIATION	21 762 €	95 371 €		2 425 €								119 558 €
34	SAMU SOCIAL	49 113 €	19 437 €										68 550 €
16/53	BUS ITINERANT	20 903 €											20 903 €
46	SMJPM ASAP	-138 082 €	129 157 €	-5 654 €	-1 557 €	-41 688 €	20 105 €						-37 719 €
62	CJSE - ENQUETES PENALES	179 441 €											179 441 €
25	MODIL - CLLAJ	-72 459 €	-13 166 €	22 588 €									-63 037 €
29	ALICE	6 210 €											6 210 €
37	AIVS	119 698 €											119 698 €
48	RHVS	-255 928 €											-255 928 €
64	CHRS	-4 716 €	-39 176 €		-7 575 €								-51 467 €
65	LISA	276 398 €	47 210 €		32 500 €		10 762 €						366 870 €
<b>Total Pôle Médico-Social et Citoyenneté</b>		<b>302 455 €</b>	<b>602 411 €</b>	<b>118 113 €</b>	<b>61 697 €</b>	<b>-46 925 €</b>	<b>184 203 €</b>	<b>1 683 €</b>	<b>-75 029 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-49 378 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 099 230 €</b>
<b>TOTAL ALP</b>		<b>715 478 €</b>	<b>494 058 €</b>	<b>89 387 €</b>	<b>487 141 €</b>	<b>-46 925 €</b>	<b>241 703 €</b>	<b>-153 688 €</b>	<b>-213 941 €</b>	<b>-45 000 €</b>	<b>-49 378 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 518 835 €</b>